

date de la demande : 25 avril 2022  
demandeur : SCCV EVIDENCE  
représentée par : Mme Pauline BOUZON  
pour : Construction d'un immeuble collectif de 21 logements et 34 places de stationnement après démolition des constructions existantes  
adresse terrain : Rue du Marmont, Jassans-Riottier (01480)

## ARRÊTÉ de PROROGATION

### Le maire de JASSANS-RIOTTIER,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29/03/2018,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier ;

Vu la décision d'accord au permis de construire délivré par le Maire de la commune de Jassans-Riottier en date du 26 juin 2019,

Vu la demande de prorogation du bénéficiaire de l'autorisation en date du 25 avril 2022 et de la pièce complémentaire du 11 mai 2022.

## ARRÊTE

### Article 1 :

Le présent arrêté a pour effet de proroger le délai de validité du permis de construire initial pour une durée d'une année supplémentaire.

### Article 2 :

Les prescriptions du permis de construire initial, non modifiées par la présente décision, sont maintenues.

A JASSANS-RIOTTIER, le 12 mai 2022

Le Maire,  
Jean-Pierre REVERCHON



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de cette transmission.*

### INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT

- La prorogation est délivrée sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé, ...)
- Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).